

Les socialistes européens et les constructions nationales

[Jean-Numa DUCANGE](#)

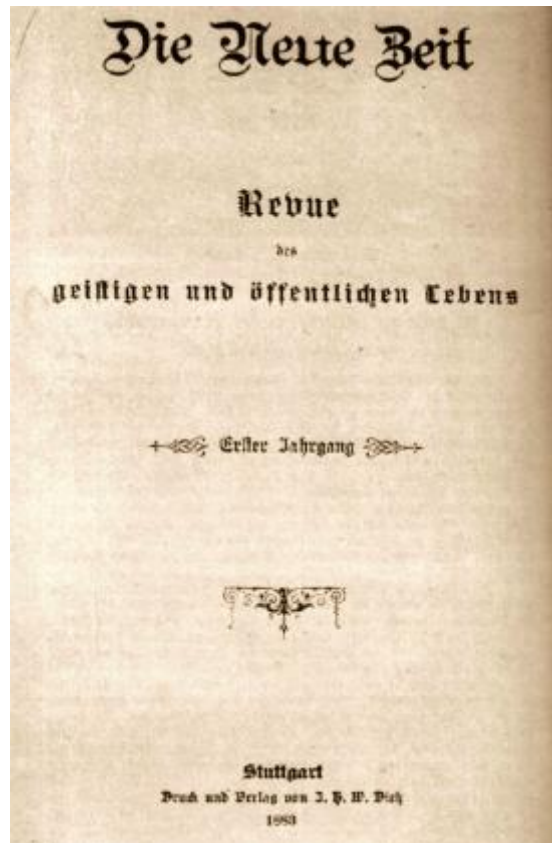
RÉSUMÉ

La nation constitue une des questions les plus débattues dans le mouvement socialiste à la fin du ^{xix}^e siècle. Essentiellement développé en Europe, ce courant, très implanté dans le monde germanophone, a théoriquement pour objectif d'unir les prolétaires afin de construire un monde débarrassé des antagonismes nationaux. Mais au-delà des principes internationalistes se pose concrètement une question : que faire avec la nation ? Comment la définir ? Un grand débat a lieu dans le socialisme international, d'où émerge la question des « États-Unis socialistes d'Europe ». Otto Bauer, Jean Jaurès, Joseph Staline expriment, parmi d'autres, leur point de vue sur la question. L'année 1914 marque une rupture importante. Puis, à partir de 1917, des socialistes de divers courants se trouvent au pouvoir et doivent tenir compte des réalités nationales.



Affiche en allemand d'Otto Marcus du Premier Mai 1901 de la social-démocratie allemande : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Le Premier Mai est l'occasion pour les socialistes de montrer leur force dans toutes les grandes villes industrielles d'Europe.

Source : [Wikiwand](#).



Die Neue Zeit : page de couverture du premier numéro de la revue fondée par Karl Kautsky en 1883.

À la fin du ^{xix}^e siècle, les socialistes, qui depuis la fondation de l'Internationale socialiste en 1889 se sont dotés d'une structure coordonnant leurs actions à l'échelle européenne, se retrouvent confrontés à de nouveaux défis. Ils sont passés du stade de petits groupes politiques à celui d'organisations de masse, notamment dans les pays germanophones. Ils peuvent désormais prétendre à peser sur les orientations politiques au niveau national, voire européen. Ils se proclament en effet internationalistes : la solidarité des prolétaires au-delà des frontières constitue un élément structurant de leur identité politique. Et pour l'heure, ce souci d'internationalisation est envisagé essentiellement à l'échelle européenne.

Dans ce contexte, ils parviennent difficilement à définir ce que pourrait être une nation d'un point de vue socialiste. Marx et Engels avaient affirmé en 1848 dans *Le Manifeste du parti communiste* : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. » Nation et socialisme seraient-ils incompatibles ? Lisons le passage du *Manifeste* jusqu'au bout : « Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, se constituer lui-même en tant que nation, il est par là encore national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois du mot. » Dans certaines circonstances, le prolétariat doit donc bien tenir compte de la nation et en prendre la direction.

Construire et/ou défendre la nation : impératif ou obstacle ?

Reste qu'il n'existe aucune réponse uniforme des socialistes à la question que posait, dans le contexte français de 1882, Ernest Renan (1823-1892) : Qu'est-ce qu'une nation ? Pour certains, elle constitue un pas en avant dans l'histoire humaine, correspondant à l'étape de la domination de la bourgeoisie. C'est la position du « pape du marxisme », Karl Kautsky (1854-1938), au début des années 1880. Secrétaire de Friedrich Engels, Kautsky a fondé en

1883 la revue *Die Neue Zeit* où s'expriment les grandes controverses du socialisme international. Sur la plupart d'entre elles, Kautsky exprime un point de vue qui, souvent, s'impose comme la référence. Il se projette dans un monde post-national et prévoit l'émergence, à terme, d'un monde socialiste fraternel, débarrassé des frontières et nations existantes. Aussi, pour certains, il ne sert à rien de défendre systématiquement le droit à l'autodétermination des peuples, au risque de multiplier les constructions nationales de petite taille, qui ne peuvent que former de nouvelles frontières pour les prolétaires.

La Pologne est un exemple emblématique de ces controverses. Partagée entre trois empires (allemand, austro-hongrois et surtout russe), les droits de ce peuple à la souveraineté sont soutenus par les opinions de gauche au XIX^e siècle. Puis, en 1896, au congrès de l'Internationale socialiste de Londres, est votée une résolution affirmant que l'indépendance de la Pologne est « une impérative exigence politique tant pour le prolétariat polonais et pour le mouvement ouvrier international dans son ensemble ». Pourtant, une partie du mouvement ouvrier refuse cette position. Le Parti social-démocratie de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) affirme, par la voix de Rosa Luxemburg (1871-1919), qu'une telle indépendance ne favoriserait que la bourgeoisie nationale et obligerait le prolétariat à se lier à cette dernière. Selon cette perspective, les empires sont certes condamnables au niveau politique, mais le fait qu'ils soient supranationaux constitue plutôt une bonne chose. Rosa Luxemburg précise plus tard son point de vue, en défendant l'autonomie des cultures nationales dans le cadre de vastes structures. Elle rejoint sur ce point le point de vue de l'Autrichien Otto Bauer (1881-1938) dans *La question des nationalités et la social-démocratie* (1907) : les nationalités doivent se voir reconnaître leurs droits dans de vastes ensembles, plutôt que de favoriser la fondation de micro-États. Une partie de la social-démocratie russe pense au contraire que les nations existent et obéissent à des critères précis : c'est ce qu'explique Joseph Staline, en réplique à Bauer, dans *Les marxistes et la question nationale* (1913). Dans certaines circonstances, notamment pour déstabiliser les empires, l'indépendance nationale doit être un horizon à défendre.

L'Europe des peuples contre les nationalismes

Dans d'autres contextes géographiques, le rapport à la construction nationale est différent. En France, où nation et république ont une histoire commune, Jean Jaurès (1859-1914) n'a guère de difficulté à défendre une certaine conception de la nation dans *L'armée nouvelle* (1911) : pour le tribun français, patriotisme et internationalisme ne font qu'un et s'entretiennent presque naturellement. Nombre de socialistes allemands, italiens, roumains, anglais cherchent quant à eux à défendre l'espace national en liant celui-ci à l'histoire des luttes progressistes ancestrales, parfois en remontant à des révoltes paysannes de l'époque médiévale et moderne.

Parmi ces socialistes germe par ailleurs l'idée d'une Europe alternative. L'écrasante majorité des sections des partis socialistes s'est alors constituée à l'échelle des États. Le fonctionnement de l'Internationale socialiste fondée en 1889 est lâche, mais elle se dote d'un Bureau socialiste international en 1900 qui se réunit régulièrement à Bruxelles, avec des délégués de chaque section nationale. Est déjà né une sorte de premier parlement européen, hostile à l'exploitation capitaliste et à la guerre. Dans les années suivantes sont fondées des Internationales des femmes, de la jeunesse, etc. Des coordinations européennes, malgré les fortes tensions nationalistes, commencent bien à fonctionner dès cette époque : une Internationale des jeunes militants est fondée en 1907 et permet de lancer des actions antimilitaristes à l'échelle de plusieurs pays.

Il existe par ailleurs un mot d'ordre qui revient périodiquement : peut-on construire des « États-Unis d'Europe » sur une base socialiste, qui permettraient à terme d'abolir les antagonismes nationaux sur le continent ? Alors que se prépare le congrès d'Eisenach en Allemagne à l'été 1869 - qui devait donner naissance à la première organisation marxiste

sur le sol allemand –, le journal social-démocrate *Demokratisches Wochenblatt* en appelle aux « États-Unis libres d'Europe ». Dans leur manifeste du 11 septembre 1870 adressé au peuple allemand, Henri Tolain et Édouard Vaillant, figures de la Première Internationale ouvrière, évoquent aussi des « États-Unis d'Europe » contre les nationalismes français et prussien. Le mot d'ordre ne disparaît jamais de l'horizon. Quelques décennies plus tard, en 1915, Lénine – alors dirigeant d'une branche de la social-démocratie encore peu connue – croise le fer contre ceux qui portent ce mot d'ordre d'« États-Unis socialistes d'Europe », considérant qu'il ne permet pas de tenir compte des réalités nationales qui s'imposent.

Entre temps, malgré les premières structurations de l'Internationale, la guerre mondiale éclate en août 1914. Jusqu'alors, ces débats relèvent pour une large part de controverses de congrès alimentant les colonnes des journaux et des revues, et les socialistes n'ont nulle part accédé au pouvoir. Désormais, à partir de 1914, des socialistes participent aux affaires. Les débats anciens prennent une tournure encore plus concrète à la fin de la guerre, avec la vague révolutionnaire et l'effondrement des grandes dynasties impériales. De Berlin à Moscou, des sociaux-démocrates modérés aux révolutionnaires bolcheviques, des courants socialistes exercent les plus hautes responsabilités. Tous doivent désormais se confronter aux questions des nationalités dans le contexte du nouvel ordre européen.

BIBLIOGRAPHIE

« Nation(s) », *Actuel Marx*, 2/2020, n° 68.

DELALANDE, Nicolas, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019. [[note critique](#)]

DUCANGE, Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 2021. [[note critique](#)]

HOBBSAWM, Eric, *Nation et nationalismes depuis 1780*, Paris, Gallimard, 2001 [1992].

VAN DER LINDEN, Marcel (dir.), *The Cambridge History of Socialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/l'europe-politique/les-modèles-politiques-pour-faire-l'europe/les-socialistes-européens-et-les-constructions-nationales>